

Pastoralism in West Africa facing population growth, dwindling natural resources and climate change: best practices and challenges for public policies


By **Dr. Andrea Reikat** (GIZ), Thematic Session T07 (Preston), 15 May 2024



**Le pastoralisme en Afrique de l'Ouest dans le contexte de
la croissance démographique, la raréfaction des
ressources naturelles et du changement climatique :
bonnes pratiques et défis pour les politiques publiques**

**Pastoralism in West Africa facing population growth,
dwindling natural resources and climate change: best
practices and challenges for public policies**

A joint presentation of country modules of the
Global Program for Responsible Land Policy (GPRLP)

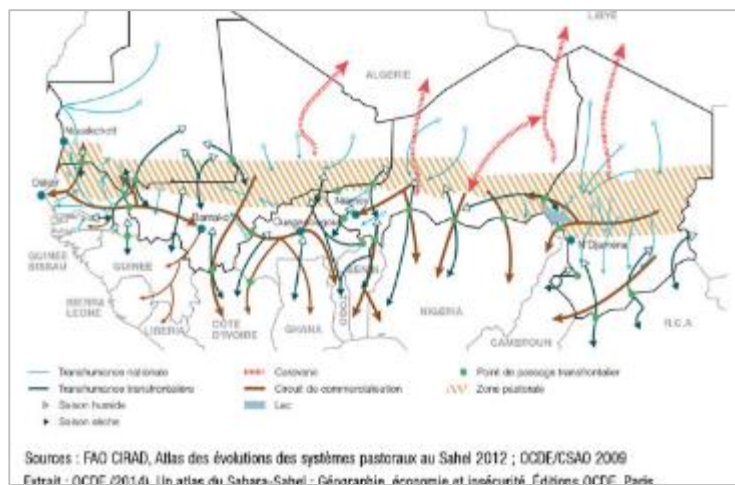


Sommaire

- 1. Contexte**
- 2. Le ProPFR en général et avec sa considération du pastoralisme**
- 3. Activités de sensibilisation, d'organisation de cadres d'échange et formations**
- 4. L'établissement de documents d'accords sur l'usage des terres agricoles**
- 5. Appui à la réorganisation des espaces**
- 6. Vers un modèle de gestion: le cas du Benin**

Contexte (1)

- En Afrique sub-saharienne, les éleveurs transhumants représentent des millions de personnes. Uniquement dans la zone sahélienne leur population est 58 millions, soit 11 % de la population totale.
- Les éleveurs l'économie et la culture, surtout dans la zone sahélienne, mais aussi dans certains pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest ainsi que d'autres pays comme le Cameroun et Madagascar.
- En Afrique de l'Ouest, l'élevage transhumant compte entre 5 % (Côte d'Ivoire) et 44 % (Mali) du PIB agricole.
- En plus, 65 % de la viande de bœuf consommée (et 40 % pour les moutons et chèvres) est issue de l'élevage transhumant.
- Si le mode de vie des éleveurs transhumants est parfois considéré comme non viable car trop extensif, des études récentes ont démontrés que l'élevage transhumant reste adapté aux conditions climatiques et écologiques, notamment dans les pays sahéliens.



Contexte (2)

Par contre, les éleveurs transhumants se voient confrontés à de nombreux défis:

- Le développement démographique qui accroît la pression sur les ressources, notamment « terre » et « eau »
- Les faiblesses dans les gouvernances des espaces et la sous-représentation des éleveurs transhumants dans les cercles de décideurs au niveau national ainsi que local
- Les phénomènes de terrorisme et banditisme avec leurs conséquences notamment sécuritaires, mais aussi en termes de préjugés contre un mode de vie mobile (comme p.ex. le refus de certains pays d'accueillir les éleveurs transhumants)



Le ProPFR en général et avec sa considération du pastoralisme (1)

Le Programme pour une Politique Foncière Responsable (ProPFR)

- Est un projet de la GIZ, financé en grande partie par le BMZ et en mineure partie par l'UE
- A été créé en 2015 et fermera en 2026
- Travaille actuellement dans sept pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Madagascar, Niger et Ouganda), mais a travaillé aussi, naguère, dans d'autres pays (comme le Bénin, Laos, Pérou)
- Autour de **3 champs d'action**, qui sont:
 - ❖ L'amélioration des conditions-cadre pour l'établissement des documents sécurisant le foncier
 - ❖ L'implication accrue de la société civile dans l'élaboration des lois concernant le foncier rural
 - ❖ La sensibilisation du secteur privé concernant les principes VGGT

Le ProPFR en général et avec sa considération du pastoralisme (2)

Même si le pastoralisme n'est pas (originellement) le sujet central du ProPFR, la réalité dans ces pays d'intervention amène le projet à porter un regard particulier sur la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs.

La prévention et la gestion de conflits entre ces deux groupes marquant le milieu agricole passe surtout par la négociation des droits d'usage pour les éleveurs, par la concertation et la sensibilisation.

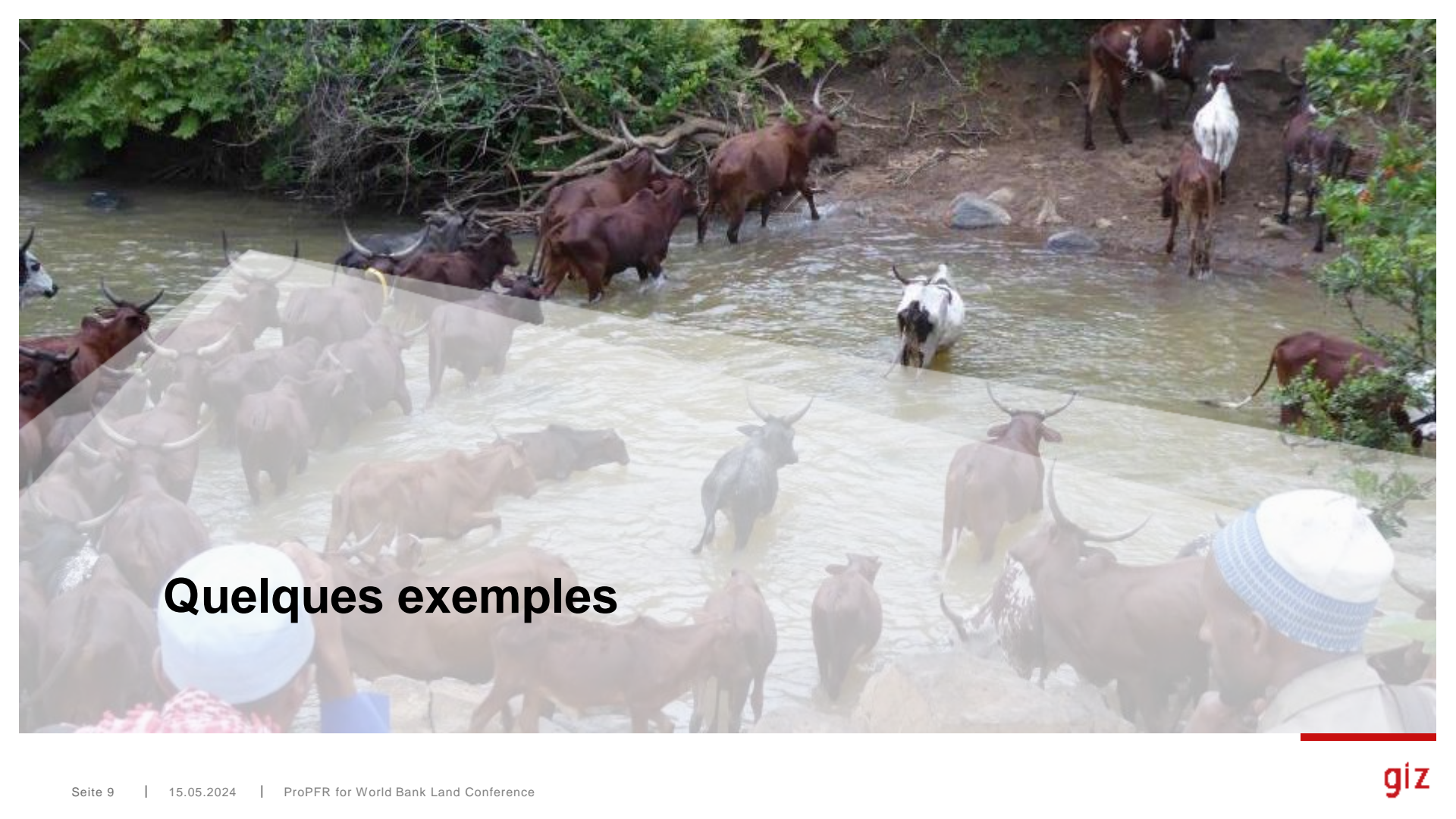
Dans la plupart des pays d'intervention du ProPFR, ces activités sont couvertes par des indicateurs qui mènent les projets à considérer, de façon explicite, des groupes vulnérables dans la sécurisation foncière. Par conséquent, les éleveurs sont inclus, comme aussi d'autres groupes traditionnellement marginalisés dans la sécurisation foncière (comme les femmes, les jeunes, les migrants etc.).



Le ProPFR en général et avec sa considération du pastoralisme (3)

En résumé, les différents modules pays du ProPFR travaillent sur :

- L'accompagnement des gouvernements dans les concepts innovateurs de la répartition d'espaces entre éleveurs et agriculteurs (Bénin) ou dans la relecture des textes régissant le pastoralisme (Burkina Faso).
- L'accompagnement des Collectivités Territoriales dans la régularisation de l'accès à la terre pour les éleveurs transhumants (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger)
- La production des outils de sensibilisation sur les modes de vie des éleveurs transhumants et sur les causes des conflits entre éleveurs et agriculteurs (Burkina Faso, Bénin, Niger)
- L'organisation des cadres d'échanges entre éleveurs, agriculteurs, Organisations de la Société Civile (OSC) et représentants des Collectivités Territoriales (Burkina Faso, Cameroun, Niger)
- L'accompagnement des éleveurs transhumants à l'obtention des espaces sécurisés dédiés aux pâturages (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Niger)



Quelques exemples

Activités de sensibilisation, d'organisation de cadres d'échange et formations (1)

L'ignorance et la méconnaissance de la transhumance sont des facteurs cruciaux qui alimentent les conflits entre éleveurs et agriculteurs, et qui mènent à des décisions erronées de la part des décideurs politiques.

Le ProPFR travaille donc à la sensibilisation des populations agricoles et urbaines sur le mode de vie des éleveurs transhumants à travers **la production et la diffusion des outils de sensibilisation** comme:



- Des films documentaires (Burkina Faso, Bénin)
- Des films courts de sensibilisation et pédagogiques en langues locales, dont quelques-uns diffusés sur YouTube et dans des réseaux sociaux (au Burkina Faso, Benin)
- Des fora théâtres (au Burkina Faso)
- Des émissions de sensibilisation en quatre langues locales diffusés par les radios communautaires (Bénin)
- Des posters de sensibilisation (au Niger)



Activités de sensibilisation, d'organisation de cadres d'échange et de formations (2)

Le ProPFR organise **des cadres d'échange** sur plusieurs niveaux: national, régional et local. Ceci parfois dans des cadres prévus par les lois nationales, parfois aussi à des occasions spécifiques.

Quelques exemples:

1. Atelier régional sur le pastoralisme organisé par le ProPFR/Burkina Faso en avril 2022, suivi d'un webinar sur le thème organisé par le Timbuktu Institute
2. Forum à Tagazar au Niger sur l'accaparement des terres pastorales par des investisseurs agricoles. L'action a eu pour effet l'arrêt de l'exploitation de 250 ha spoliés pour l'agriculture végétale
3. Au Cameroun, un processus de mise en place de deux plateformes de dialogue intégrant éleveurs, agriculteurs, et personnes vulnérables, sur le règlement des conflits agro-pastoraux



Webinaire Régional

Pastoralisme et conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs au Burkina Faso et dans la sous-région



Bala Sanou
GIZ Burkina Faso, Conseiller en innovation et gouvernance locale



Dr. Babette Wehrmann
Policy advice, training, mediation, Research on Land Governance



Hindou Oumarou Ibrahim
Présidente Fondatrice AFFAI Tchad



Dr. Bakary Sambe
Directeur Régional, Timbuktu Institute



Dr. Mamadou Goita
Directeur Exécutif IRPMO - Mali



<http://timbuktu-institute.org/>

contact@timbuktu-institute.org



12 AVRIL
À 15H30

Activités de sensibilisation, d'organisation de cadres d'échange et de formations (3)

Le ProPFR forme les acteurs, notamment au niveau communal et local, en vue d'une meilleure considération du pastoralisme dans la planification des espaces.

Quelques exemples:

- Au Burkina Faso, 4 sessions d'information sur le pastoralisme au profit des Services Techniques Déconcentrés des communes d'intervention du projet
- Au Niger, dans le cadre de l'élaboration des Schéma d'Aménagement Foncier, les sensibilisations ont porté sur la définition du pastoralisme et l'accès à la ressource pastorale



L'établissement de documents d'accords sur l'usage des terres agricoles

Dans certains pays (comme p.ex. le Burkina Faso et le Niger), la loi prévoit des documents d'accord sur l'usage des terres agricoles. Dans d'autres pays (comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire) la GIZ a élaboré, ensemble avec ses partenaires, des formats de documentation des accords trouvés entre éleveurs et agriculteurs.

Quelques exemples:

- En Côte d'Ivoire, 9 modèles de contrats d'agropastoralisme ont été développés et sont en cours d'essai par des communautés d'éleveurs dans le Nord du pays. Puis un processus de validation est prévu par l'Agence Foncière Rurale (AFOR)
- Elaboration d'une Charte Foncière Locale (CFL) délimitant et réglant l'accès à une zone pastorale intervillageoise dans la commune de Boni au Burkina Faso
- Au Cameroun, des accords entre transhumants et populations villageoises pour l'utilisation des terres destinées au pâturage sont en cours d'élaboration



Appui à la réorganisation des espaces

Au-delà des accords locaux mentionnés dans la diapo précédente, certains états entament des procédures de réorganisation des espaces à une plus grande échelle. Le ProPFR appui certaines de ces initiatives:

1. Appui à la création des fermes et fermettes pastorales à l'intérieur d'une zone pastorale dans la zone d'aménagement de Bagrépôle au Burkina Faso
2. Appui à l'élaboration des plans locaux d'aménagement du territoire, intégrant les espaces dédiés au pâturage (au Cameroun)
3. Appui à la sécurisation des couloirs de transhumance (au Cameroun et au Niger)
4. Soutien à l'élaboration du Schéma National de l'Aménagement du territoire et appui à l'élaboration des Schémas d'Aménagement Foncier (SAF) dans trois des huit régions du Niger
5. Appui à la sédentarisation au Bénin à travers un module de gestion agro-pastorale

Vers un modèle de gestion: le cas du Bénin

Au Bénin, l'appui de la GIZ s'intègre dans une politique nationale, explicitement orientée vers la sédentarisation des éleveurs transhumants.

Cette politique s'inspire par des innovations du ProPFR Bénin, qui sont aujourd'hui multipliées et étendues sur l'ensemble du Nord.

L'initiative phare du ProPFR était l'élaboration du « module de gestion agro-pastorale » (nommée « Gah Kêssê » ou *nouveau campement*)

Un premier module est en place depuis mi-2023 (village de Tchatchou), couvrant 5.000 habitants avec ~ 11.000 bœufs. 18 forages/abreuvoirs sont installés sur 20.000 ha, dont 100 ha de cultures et 1.000 ha de plantation d'arbres fourragers. Dans l'approche, les principes de Gestion Durable des Terres (Modèle GDT de ProSOL) sont appliqués.

Le succès à ce stade d'expérimentation est lié aux facteurs suivants:

- Parfaite adéquation à la politique du gouvernement
- Demande forte des populations d'agro-éleveurs
- Intégration de la dimension de sécurisation foncière
- Innovation inclusive et intégrée d'une approche agro-sylvo-pastorale

Néanmoins, le focus politique sur la sédentarisation implique un grand changement de vie pour les éleveurs, y compris des sacrifices par rapport aux couloirs de passages, qui s'étendent sur les pays de la région.



**Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH**

Sitz der Gesellschaft
Bonn und Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40
53113 Bonn, Deutschland
T +49 228 44 60 - 0
F +49 228 44 60 - 17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Deutschland
T +49 61 96 79 - 0
F +49 61 96 79 - 11 15

E info@giz.de
I www.giz.de